

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans
ZI Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

Marseille, le 10/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SANOFI CHIMIE

45, chemin de météline
BP 15
04200 SISTERON

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2022 dans l'établissement SANOFI CHIMIE implanté 45, chemin de météline BP 15 04200 SISTERON. L'inspection a été annoncée le 02/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été l'occasion de balayer un certain nombre de sujets d'actualités / réglementaires afin de faire un point sur les prescriptions et textes applicables à ce jour à l'exploitant et identifier les thématiques d'enjeux sur lesquelles il convient d'avoir un regard plus poussé lors des inspections à venir.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI CHIMIE
- 45, chemin de météline BP 15 04200 SISTERON
- Code AIOT dans GUN : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de plusieurs principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies ORPHelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants

pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution. Sur Sisteron, sont notamment produites les bases des médicaments du domaine cardiovasculaire.

Les thèmes de visite retenus sont détaillés dans les fiches de constats.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative / Rubriques	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article /	/	Sans objet
Situation administrative / Cessations	Code de l'environnement du 24/06/2022, article R.512-39 1 à 6	/	Sans objet
EDD-POI	Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.515-41	/	Sans objet
PDI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43	/	Sans objet
IED – Cohérence de rubriques, conformité bref-réexamen	Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.515-28	/	Sans objet
Garanties financières SEVESO et SSP	Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.516-1	/	Sans objet
Plan de surveillance hors site (plan prévu, transmis, en œuvre, acté)	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 9.2.1.2	/	Sans objet
MMR	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.4.1.3	/	Sans objet
ESP	Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.557-1	/	Sans objet
Produits chimiques, recensement	Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.521-1	/	Sans objet
COV canalisés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
COV diffus	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.3	/	Sans objet
Rejets air	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 3.1/3.2	/	Sans objet
Combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article /	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets eaux (connaissance points de rejet)	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 4.2 / 4.3	/	Sans objet
Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
Piezo	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 9.2.4.1 et 9.2.4.2	/	Sans objet
Bilan de classement 1510 des bâtiments 407 et 409	Décret du 24/09/2020	/	Sans objet
Traitement de la nappe	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant maîtrise la réglementation environnementale qui lui est applicable. Toutefois, compte tenue de l'évolution du site, et de la réglementation, des sujets sont à clarifier pour mettre en cohérence le référentiel réglementaire applicable au site avec les pratiques et enjeux actuels de l'usine de Sisteron.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative / Rubriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste à jour de ses rubriques, et cette liste correspond à ce qui est autorisé par AP.
Constats : L'exploitant dispose de la liste à jour de ses rubriques, liste qu'il a déclarée dans son dernier porter à connaissance. De plus l'exploitant contrôle de manière périodique via son système de gestion de stock/activité, de l'atteinte ou non des seuils de chaque rubrique.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative / Cessations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article R.512-39 1 à 6 (et article 1,5 de l'arrêté préfectoral)
Thème(s) : Situation administrative, Cessation
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier de la déclaration des cessations d'activité, et ne dispose pas de « friche » polluée sur laquelle aucune action n'est en cours, ou d'installation à l'arrêt sans programme de surveillance ou de démantèlement.
Constats : A l'exception du bâtiment 208, qui n'est plus utilisé, et non démantelé, la quasi totalité des bâtiments/ateliers sont à ce jour utilisés, aucune friche polluée n'est présente sur le site. La gestion du site de Valernes est en cours par l'exploitant, les travaux de remédiation réalisés. La finalisation du dossier avec la détermination des restrictions d'usage (et éventuelle libération de terrain) est en cours. L'exploitant devra se positionner quant au démantèlement des équipements non utilisés (bâtiment 208, gros contenant métalliques...) et transmettre les documents relatifs à la cessation de cet ancien atelier (fabrication Ocbam).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : EDD-POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.515-41
Thème(s) : Situation administrative, Gestion incident
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une POI et d'une EDD à jour, conforme à l'état actuel des installations.
Constats : L'étude de dangers a été mise à jour en 2019 (notice de reexamen) et correspond à l'état actuel des installations. Les modifications envisagées ont fait l'objet d'un complément « risques » dans le PAC relatif à l'unité petits volumes. Le POI était en cours de refonte lors de l'inspection. L'exploitant a transmis à l'Inspection la dernière version de son POI quelques jours après l'inspection. Ce document pourra faire l'objet d'échanges ultérieurs entre l'exploitant et l'Inspection. La dernière inspection en marge de l'incident « Epannage de monochlorure d'Iode » a permis d'apprécier la bonne maîtrise des procédures de gestion de crise prévues dans le POI tant sur le volet opérationnel, que communication.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un PDI à jour.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter son PDI, qui comprend le scénario qu'il identifie comme majeur, avec l'ensemble des éléments attendus par la réglementation (quantité d'eau, d'émulseur, courbe de montée en puissance, liste et positionnement des moyens incendies...). L'exploitant a transmis le PDI quelques jours après l'inspection afin que l'inspection puisse analyser la conformité complète du plan avec les prescriptions de l'article 43 de l'arrêté du 3/10/10. Ce sujet fera l'objet d'une inspection spécifique ultérieure.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : IED – Cohérence de rubriques, conformité bref-réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.515-28
Thème(s) : Risques chroniques, IED
Prescription contrôlée : L'exploitant est à jour dans sa situation vis-à-vis de la directive IED. En particulier, il a identifié les rubriques « 3000 » qui le concerne, la rubrique principale, le Bref applicable, et a réalisé, le cas échéant son réexamen (et rapport de base).
Constats : L'exploitant a bien identifié sa rubrique principale (3450) associée au Bref OFC. Le Bref OFC ne disposant pas de conclusions MTD, l'exploitant n'a pas encore procédé à son reexamen. Ce réexamen sera attendu dans le cadre de la sortie des conclusions du BREF WGC, prévue fin 2022, et devra prendre en compte à la fois le BREF WGC, le Bref WI, et les Brefs transverses.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières SEVESO et SSP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis à la constitution de garanties financières au titre de l'article L.516-1 II et V (SEVESO et SSP). L'exploitant doit justifier de la réactualisation du montant (dernier montant dans l'AP de 2008 pour les GF SEVESO, et dernier calcul en 2013 pour les GF SSP). Il doit également justifier de leur constitution effective.
Constats : L'exploitant a bien constitué les garanties financières « SEVESO » et a pu justifier du montant actualisé par rapport au montant fixé dans son AP d'autorisation de 2008. Concernant les garanties « SSP », l'exploitant a bien transmis une proposition de montant, toutefois en l'absence d'acte administratif actant ce montant, il n'a pas été en mesure de les constituer. L'inspection, dans son prochain AP prévu d'ici fin 2022, intégrera ce sujet. L'exploitant doit transmettre sous 1 mois le montant actualisé de ces garanties financières, avec notamment les justificatifs concernant les déchets considérés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de surveillance hors site (plan prévu, transmis, en œuvre, acté)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des impacts des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en œuvre un programme de surveillance de l'impact de ses rejets atmosphériques sur l'environnement. Ce programme comprend à minima les dioxines et les métaux, et les résultats sont formalisés dans le rapport « Bilan de fonctionnement » visé à l'article 9.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 15/01/2008.
Constats : L'exploitant dispose bien d'un plan de surveillance mis en œuvre. Toutefois, ce plan datant de 2013, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il se positionne sur l'adéquation entre son plan et les méthodologies de référence actuelles en vigueur.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste des MMR, et est en mesure de justifier de leur maintenabilité, testabilité, efficacité, et cinétique (article 5 arrêté du 29 septembre 2005).
Constats : L'exploitant dispose de la liste à jour de ses barrières de sécurité, et en particulier de ses MMR (Mesures de Maîtrise des Risques). Il est en mesure de justifier des MMR qu'il suit au titre du PMII. Chaque MMR est associée à une fiche de vie permettant de justifier en particulier du respect des critères constitutifs des MMR. Des inspections spécifiques sont prévues pour contrôler par sondage ces MMR.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ESP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.557-1
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste des ses ESP, et est en mesure de justifier du suivi réglementaire attendu.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter la liste de l'ensemble des ESP (Equipements Sous Pression) présents sur site. Des inspections spécifiques sont mises en œuvre sur cette thématique de la part de la Dreal.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits chimiques, recensement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.521-1
Thème(s) : Produits chimiques, Produits Chimiques
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste de ces produits chimiques, et est en mesure de justifier des produits soumis à enregistrement, autorisation, restriction au titre de REACH (également pour les intermédiaires de production fabriqués en quantité >1t).
Constats : L'exploitant dispose de la liste des produits chimiques présents, et des quantités présentes en temps réel, avec indication du lieu de stockage, des phrases de risque, et du caractère enregistré, autorisé, restreint au titre du règlement REACH. En particulier, les intermédiaires isolés, et les produits importés d'hors Europe sont pris en compte. Les produits finis ne sont pas concernés en tant que produits pharmaceutiques. Cette thématique sera approfondie par l'inspection lors d'une inspection spécifique du 12/07/2022. La visite de site n'a pas fait apparaître de défaillance visible relative au stockage de ces produits (locaux propres, entretenus, compatibilités respectées, rétentions présentes et propres).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : COV canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste des installations émettant des COV et est capable de justifier du raccordement de ces installations à l'incinérateur afin de limiter au maximum les points d'émissions.
Constats : L'exploitant a une excellente connaissance de ses réseaux, en particulier concernant ses rejets de COV. Tous les événements process (hors événements de sécurité, et système blowdown + échappement en aval des disques de ruptures hydrogénéateurs) sont raccordés à un système de récupération des COV (avec lavage puis raccordement à l'incinérateur). La majeure partie des cuves et notamment celles comprenant des COV « Annexe 3 », ou à « phrases de risque particulières », sont reliées également. Les bassins de la STEP susceptibles d'émettre des COV sont reliés à l'incinérateur. L'exploitant devra identifier les cuves non raccordées à ce jour. Aucune cuve non raccordée ne doit contenir de COV « phrases de risque particulières » ou « Annexe 3 ».
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : COV diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier d'une méthode de quantification des rejets diffus et des rejets fugitifs.
Constats : L'exploitant réalise un PGS et dispose d'un SME, permettant de se positionner sur la quantité de COV émis. Il devra transmettre son dernier PGS et son dernier SME à l'inspection. L'évaluation des diffus est réalisée par bilan matière et est conforme aux prescriptions réglementaires. L'évaluation des fugitifs n'est pas réalisée conformément à l'arrêté. L'exploitant doit transmettre sous un mois à l'inspection la justification de la non réalisation de ce contrôle et le détail de la mesure « compensatoire » ou « alternative » en œuvre. Considérant les éléments présentés (tests systématiques d'étanchéité de toutes les lignes process avant utilisation), l'inspection ne considère pas l'exploitant comme étant en écart sur ce point, mais il est nécessaire de mettre en cohérence le référentiel réglementaire et les pratiques de l'exploitant. De plus, suite à la future publication des conclusions MTD du BREF WGC, de nouvelles dispositions vis-à-vis des émissions diffuses de COV seront applicables à l'exploitant.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 3.1/3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air hors COV
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier de ses points de rejets, et des systèmes de traitement associés.
Constats : Les points de rejets de l'exploitant sont bien identifiés, et sont en nombre réduits (un point de rejet chaudières, un point de rejet incinération). Ces rejets sont pourvus de traitements à ce jour adaptés pour respecter les valeurs limites d'émission.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Combustion
Prescription contrôlée : L'exploitant dispo de la liste de l'ensemble de ses installations de combustion et de leur puissance (chaudières, motopompes, groupes électrogènes, torches...) et leur puissance est conforme à la quantité autorisée selon les règles de classement de la rubrique 2910.
Constats : L'exploitant est en mesure de justifier de l'ensemble de ses installations de combustion, ainsi que de leur puissance. Il transmettra son recensement à l'inspection afin que celle-ci puisse vérifier son positionnement vis-à-vis du classement sous la rubrique 2910.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets eaux (connaissance points de rejet)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 4.2 / 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets
Prescription contrôlée : L'ensemble des points de rejets sont connus, canalisés, et l'exploitant dispose d'un plan indiquant ses réseaux ainsi que le type d'effluent concerné.
Constats : L'exploitant dispose d'un point de rejet au milieu naturel (Buëch), étant un regroupement des flux d'eaux pluviales d'une part et des eaux chargées du process d'autre part. Les eaux de process chargées sont véhiculées par le réseau RECA (réseau d'égouts chimiques aériens) pour rejoindre la STEP où ils sont traités. Les eaux de lavages, rinçages, eaux incendies... sont véhiculés par des caniveaux enterrés visitables, étanches sur lesquels un programme de contrôle et d'entretien/réparation est mis en œuvre de manière périodique. L'exploitant transmettra sous un mois à l'inspection l'état de ses différents caniveaux et le programme de surveillance et de travaux prévus. Les eaux pluviales sont bien séparées, et ne viennent pas diluer les eaux de process. En situation normale, ces eaux sont rejetées directement au milieu naturel après analyse. Les eaux pluviales, comme les eaux chargées, peuvent être détournées automatiquement ou manuellement en cas de détection d'une pollution, vers un bassin « forte charge », avec une capacité tampon > 1 semaine de production. Le schéma global des effluents est conforme aux attendus.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de mettre en œuvre les dispositions prévues dans le cadre des épisodes d'alerte « sécheresse »
Constats : L'exploitant a bien connaissance de la prescription relative à la sécheresse mais n'a pas eu à ce jour à la mettre en œuvre. Il doit rester en veille, afin de prendre en compte les arrêts sécheresses éventuels. En cas de mise en œuvre il devra transmettre à l'inspection le bilan des synthèses arrêtées, reportées et les économies d'eau réalisées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Piezo

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, articles 9.2.4.1 et 9.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux superficielles et souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un programme de mesure permettant de contrôler l'état des eaux superficielles et souterraines. Il doit être en mesure de justifier de l'emplacement des points de prélèvements et du réseau de piézomètres.
Constats : L'exploitant a été en mesure de justifier de la présence des piézomètres, de la pertinence de leur positionnement vis-à-vis du sens d'écoulement de la nappe, et des campagnes de contrôles réalisées périodiquement. L'inspection n'a pas contrôlé le jour de la visite la conformité des campagnes de surveillance.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan de classement 1510 des bâtiments 407 et 409

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : Bilan de la situation administrative du site suite aux évolutions réglementaires relatives à la rubrique 1510.
Constats : Les deux bâtiments de stockage 407 et 409, considérant leur éloignement, sont considérés comme deux IPD distinctes. L'exploitant a été en mesure de justifier des stocks exacts, par matière, par rubrique, de ces deux bâtiments de stockage. Dans sa transmission du 21/12/2021, l'exploitant a raison d'indiquer que ses installations ne sont pas classées 1510. Par contre, ses justifications ne sont pas correctes. En effet, les deux IPD 407 et 409 sont bien deux IPD distinctes parce que distantes de plus de 40m et forment donc deux groupes d'IPD. Ces deux IPD possèdent chacune plus de 500 t de matières combustibles mais elles constituent chacune un entrepôt unique rubrique car : - pour le bâtiment 407 : sans compter les matières ou produits stockés pouvant être classés au titre de la rubrique 4511 (137,6 tonnes), la quantité des autres matières ou produits combustibles présents est inférieure à 500 tonnes (431,8 tonnes). - pour le bâtiment 409 : sans compter les matières ou produits stockés pouvant être classés au titre de la rubrique 4331 (266,6 tonnes), la quantité des autres matières ou produits combustibles présents est inférieure à 500 tonnes (317,9 tonnes). De ce fait, ces deux entrepôts répondent à la définition d'entrepôts « utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique ». Par conséquent, ces IPD ne sont donc pas à inclure dans le périmètre pouvant conduire à un classement ICPE (1510).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution nappe
Prescription contrôlée : L'exploitant met il en place des actions particulières concernant le traitement de la nappe conformément à l'arrêté de 2003
Constats : A ce jour, l'exploitant ne traite plus la nappe, mais poursuit ses campagnes de surveillance, qui montre un impact nul hors site, et l'absence d'impact sanitaire sur site (gaz des sols en particuliers) pour les scénarios pertinents considérant l'activité du site. Afin de mettre en cohérence le référentiel réglementaire et les pratiques de l'exploitant, ce dernier transmettra à la DREAL son positionnement sur l'arrêt de cette surveillance, et les impacts sur l'arrêté préfectoral. L'exploitant n'est pas considéré comme étant en écart sur ce point, considérant les résultats des dernières campagnes de mesures.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet